

20E012F

Communiqué de presse

Bruxelles, le 08 avril 2020

La FGTB appelle au dialogue et à la concertation pour éviter une crise sociale.

Réunie en Bureau fédéral, instance réunissant les hauts représentants de l'ensemble des centrales professionnelles et de ses composantes régionales, la FGTB constate que la situation économique et sociale liée à la crise du coronavirus est plus que délétère. Elle en appelle à la concertation et au dialogue. LA FGTB plaide pour que la voix des travailleurs soit écoutée et prise en considération pour éviter une crise sociale majeure.

La FGTB a réuni ses instances afin de faire le point sur l'évolution de la crise du Coronavirus et les conséquences économiques et sociales concrètes qu'elle engendre. Le constat est sans appel : « *les travailleurs sont trop peu écoutés* ». La FGTB plaide pour une refonte du système économique faite dans un esprit de dialogue et de concertation.

En effet, la FGTB doit constater que malgré les bonnes volontés affichées et certains messages d'employeurs ou attitudes positives (en témoigne le fait qu'un employeur sur 10 en moyenne verse un complément au chômage économique), il reste une quantité importante d'employeurs qui usent et abusent des règles en vigueur, ne privilégiant que le seul profit au mépris des travailleurs et de leur santé.

Il ressort du terrain que la situation dans beaucoup d'entreprises relève de l'absurde. Ainsi, on impose sous peine d'amendes aux citoyens un certain comportement lorsque dans le même temps, sur leur lieu de travail, ces mêmes obligations ne sont plus d'actualité pour les employeurs. Ce « deux poids deux mesures » est irrespectueux vis-à-vis des travailleurs et grave du point de vue de la santé publique.

Dans un autre registre, il est particulièrement choquant de constater que les employeurs cherchent à se soustraire à leurs obligations légales en matière de salaire garanti.

Une concertation sociale à sens unique

La FGTB regrette que malgré les contacts récurrents et constructifs qu'elle entretient avec le Gouvernement, celui-ci semble considérer davantage et prêter une oreille plus attentive aux considérations patronales. Ce faisant, c'est le point de vue de millions de travailleurs qui n'est pas pris en compte.

Le pouvoir d'achat des ménages est en berne !

La FGTB rappelle que les mesures en vue de maintenir le pouvoir d'achat des personnes en chômage temporaire ne suffiront pas en l'état. Il n'est pas rare que des familles constatent amèrement une perte de revenus de plusieurs centaines voire milliers d'euros. A l'heure où les premiers paiements pour le mois de mars tombent, de nombreuses familles sont plongées dans des situations dramatiques dont elles sortiront difficilement si elles y parviennent.

La FGTB s'inquiète aussi du sort des « oubliés » du système. A savoir, toutes les personnes qui ne bénéficient pas des dispositions prises et qui se trouvent aujourd'hui sans revenu et sans solution.

Il appartient au Gouvernement de faire face à cette situation de précarisation des familles avec la même mansuétude et le même célérité que pour les entreprises.

Un redémarrage et un déconfinement incrémental et réfléchi

Se projetant dans l'avenir, la FGTB s'inquiète des conditions dans lesquelles le déconfinement et la reprise du travail seront mis en œuvre. Dans tous les cas, pour la FGTB, cette reprise ne pourra se réaliser au mépris du respect des travailleurs et de leurs droits avec lesquels il est exclu de transiger. Comme il est exclu que le Gouvernement ne profite de la situation pour changer les règles du droit du travail sans tenir compte de la concertation sociale.

La FGTB constate également que le Gouvernement, et singulièrement la première ministre, vient de mettre en place une task-force chargée de se pencher sur la manière d'organiser le déconfinement, ce groupe est constitué de 10 personnes dont cinq du domaine de la santé et 5 du domaine économique. On s'étonnera de ne pas y retrouver un expert en médecine du travail ni un expert en droit du travail et/ou social. Pour la FGTB, les choses sont claires, il s'agit d'un groupe d'experts qui devra remettre des avis mais la décision devra être assurée par les Gouvernements qui devront intégrer dans leurs considérations les aspects sociaux et tenir compte des droits des travailleurs.

Pour un reste économique et social

Pour Robert Verteneuil, président de la FGTB « *on ne peut pas considérer cette crise majeure comme anecdotique ! Au contraire, cette crise sanitaire met en lumière les failles et limites d'un système économique et financier à la dérive et contaminé par des théories libérales et capitalistes désuètes et inefficaces. Au contraire, ce moment de crise intense doit nous amener à repenser de manière profonde nos modes de consommation, de production et de travail.* »

Enfin, la FGTB considère que le moment est venu pour changer de cap et pour une prise de conscience généralisée des limites de nos systèmes actuels. Pour la FGTB :

- **Les services publics et les systèmes de protections sociales** comme la sécurité sociale belge sont essentiels pour le maintien d'un niveau de vie décent et digne d'une société moderne. Ils sont fondateurs de notre société. La reconnaissance de leur rôle et leur financement à la hauteur des besoins doit être le signe de la réelle modernisation de notre société ;
- **Le rôle de l'Etat et/ou de l'Europe** doit être renforcé notamment dans les questions de stratégies économiques et industrielles et doivent se voir nantis de pouvoirs en la matière ;
- **Une croissance repensée** : La conception de notre société de croissance à tout prix basée sur le seul profit et qui facilite la concentration des richesses au mépris de l'éthique la plus élémentaire doit être remise en cause.
- **L'Europe constitue la dimension idéale pour concevoir un autre modèle** et elle a devoir de remplir son rôle en la matière au risque d'accréditer les thèses qui la considèrent comme un échec et inutile